

print

Armement, finance internationale et guerre : la troïka infernale

De [Michel J. Cuny](#)

Global Research, janvier 11, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/armement-finance-internationale-et-guerre-la-troika-infernale/5424000>

La lecture de L'industrie française d'armement de Claude Serfati (La documentation française 2014) – un ouvrage des plus sérieux – ouvre sur quelques abîmes qu'il convient d'avoir bien en tête si l'on veut comprendre ce qui est en cours aujourd'hui au plus haut niveau des forces impérialistes françaises.

Un premier élément vient immédiatement frapper l'esprit. C'est la domination que les fabricants d'armes sont aptes à exercer sur l'administration française de la Défense :

“Une analyse des marchés publics de la défense conduite au début des années 2000 concluait [...] que les grands groupes de la défense se trouvaient en position favorable face aux négociateurs qui représentaient le ministère de la Défense (Contrôleur général des armées et Direction générale de l'armement, DGA). Cette situation est décrite par l'économie de la réglementation sous le terme de « capture du régulateur », soit des mécanismes par lesquels les destinataires de la réglementation actionnent des leviers permettant d'orienter les règles à leur profit.” (pages 35-36)

Ensuite, un retour sur l'Histoire permet à Claude Serfati de montrer que la fortune des fabricants d'armes et le développement de l'impact qu'ils sont susceptibles d'exercer sur la politique générale du pays sont bien le fruit des guerres menées sous la bannière colonialiste et impérialiste :

“À partir des années 1870, la production d'armes connaît une forte croissance grâce aux progrès techniques, aux conquêtes coloniales et aux rivalités militaires entre grandes puissances capitalistes qui déboucheront sur la Première Guerre mondiale. L'industrie de la métallurgie est stimulée par la demande de « productions spéciales » (tel est le terme utilisé à l'époque) nécessaires aux armements modernes. La chimie des munitions et explosifs progresse rapidement, les exportations augmentent la prospérité des grandes entreprises industrielles. La Première Guerre mondiale enrichit certaines entreprises industrielles du secteur automobile (Renault, Citroën, Hotchkiss...), métallurgique (Schneider) et chimique (Kuhlman, Saint-Gobain). Elle renforce le rôle des arsenaux et des ateliers de réparation des matériels. Au cours de l'entre-deux-guerres, ceux qui sont spécialisés dans l'industrie aéronautique supportent le développement rapide d'entreprises privées de ce secteur (Bréguet, Bloch – futur Dassault -, Hispano-Suiza...)” (page 37)

L'extrême concentration au sommet est un avantage récent qui s'est ajouté à la puissance politique de ceux (étrangers, tout aussi bien) qui ont intérêt à ce que l'armement reste l'élément pilote de la politique étrangère française :

“Quelques grands groupes internationalisés, dont une partie du capital est parfois détenue par des actionnaires étrangers, sont les maîtres d'oeuvre des grands programmes d'armement sous la responsabilité de la DGA. Ils sont également les chefs de file dans les différents segments de la production nationale. Les sept premiers groupes ont reçu 84,6 % des contrats d'équipement et 69 % des contrats de R&T hors nucléaire en 2013.” (page 45)

De plus, la concentration n'est pas seulement une marque particulière des systèmes de production d'armement, elle s'étend à l'enchevêtrement d'intérêts financiers consanguins :

“Ainsi que cela a été noté, l'organisation industrielle de la défense est appuyée sur un maillage serré de liens capitalistiques qui relient les grands groupes français de la défense.” (page 47)

Un dernier point enfin. Et c'est ce qu'il peut y avoir de plus inquiétant. Claude Serfati écrit que “l'Agence des participations de l'État souligne dans plusieurs rapports annuels que les groupes de l'armement français qui sont cotés « superforment » les indices européens de l'aéronautique et de la défense.” (page 49)

“Superforment”... Que peut bien signifier ce terme ? Que l'armement français fait enfler les indices financiers dans lesquels il a à intervenir...

Ce qui est en contradiction avec le fait qu'il n'est pas objectivement très rentable aujourd'hui même. Claude Serfati s'étonne lui aussi de ce phénomène incongru :

“À première vue, le fait que défense et marchés financiers s'accordent est troublant. L'industrie de défense connaît en effet une croissance assez faible, surtout lorsqu'on la compare à d'autres industries de haute technologie. Plus important, la gouvernance des grands groupes est marquée par les traits singuliers de la production d'armes – confidentialité, durée des programmes, poids des facteurs extra-économiques dans la prise de décisions, etc. – qui ne semblent pas en phase avec les exigences affichées des marchés financiers.” (page 50)

En effet, la finance internationale déteste ignorer quoi que ce soit des critères qui lui permettraient de nourrir les bonnes anticipations : informations en tous genres, temporalité de dimension raisonnable, prévisibilité des facteurs qui président aux décisions importantes.

C'est tout le contraire de ce que lui offrent les grands groupes d'armement. En désespoir de cause, Claude Serfati écrit :

“On doit donc faire l'hypothèse que les investisseurs financiers considèrent, en construisant leur « convention groupes défense », qu'il existe des facteurs fondamentaux garantissant la pérennité de ce secteur et qui justifient en conséquence les attentes de bonnes performances financières ou boursières des groupes.” (page 50)

Quels peuvent être ces “facteurs fondamentaux garantissant la pérennité de ce secteur” ? LA GUERRE TOUT SIMPLEMENT !

Pour sa part, évoquant ce qu'il appelle une “dimension majeure”, Claude Serfati dit tout à demi-mots :

“Il s'agit du comportement des « marchés financiers », qui s'efforcent d'infléchir les évolutions macro-économiques dans une direction qui assure autant que possible la réalisation de leurs anticipations. Autrement dit, les institutions qui forment la « communauté financière » (fonds d'investissement et banques, analystes, cabinets-conseils, etc.) sont de puissantes forces d'intervention en mesure d'agir sur les orientations économiques d'un pays.” (page 50)

Effectivement, là où Claude Serfati parle d'inflexions “macro-économiques” et d'orientations “économiques” tendant à obtenir qu'une rentabilité maximale se saisisse des titres de propriété de l'industrie d'armement, il ne peut s'agir que d'inflexions et d'orientations guerrières.

C'est elles que l'on retrouve dans le Livre blanc de 2008 qui a permis le déclenchement par Sarkozy de la guerre de Libye. De sorte que nous pouvons désormais redouter le pire pour notre pays : il est directement dans les mains de la

finance internationale, belliciste par intérêt.

Michel J. Cuny

Voir : <http://www.micheljcunysitegeneral.sitew.fr/>

These might interest you:

No related posts.

Copyright © 2015 Global Research